

SOMMAIRE :

•Actualités :

visite de Ban Ki-moon
message d'Aung San Suu Kyi
attaques armées dans l'Est
du pays

•Eclairage

les médecins « sac à dos »

•Les peuples birmans

les Karennis

•L'interview du mois

Zoya Phan

•Passons à l'action

U2 et Aung San Suu Kyi
Action Facebook le 20/07

•Evènements

Retour sur la soirée anniversaire
d'Aung San Suu Kyi

•Chronique littéraire

Little Daughter

•Nous soutenir, nous rejoindre

Les Nouvelles de Birmanie

J U I N 2 0 0 9

Edito

« Birmanie, tu n'es pas seule »

Les milliers de villageois karen fuyant sous les nouvelles attaques de l'armée birmane ont-ils entendu le message du Secrétaire général des Nations unies prononcé lors de son arrivée à Rangoon ? Surtout ce message peut-il avoir un sens pour ceux qui tentent de résister depuis 60 ans aux assauts de la junte dans un conflit ignoré de tous et dans un pays qui voit se succéder les émissaires onusiens depuis des années ? Ban Ki-moon n'a de toute façon (probablement) pas évoqué le sort de ces minorités dans son discours destiné à exhorter les généraux à sortir de leur isolement.

Il avait été annoncé que si Ban Ki-moon ne parvenait pas à rencontrer Aung San Suu Kyi, sa visite serait un échec. Il était redouté qu'elle n'apparaisse en plus comme une victoire du pouvoir militaire qui ferait ce qu'il voulait de la visite du Secrétaire général. Doit-on alors parler de manœuvre réussie par la junte ?

Evidemment non. Si Ban Ki-moon a reçu l'accueil que l'on attendait, la junte militaire n'en est pas apparue plus forte. Elle est apparue plus obstinée, plus irréfléchie, plus isolée que jamais. Nous devons voir dans cette obstination une fuite vers toujours plus d'oppression devant une incapacité certaine de réflexion, de raisonnement. Si l'échec de la visite de Ban Ki-moon est flagrant, celui de la junte à faire preuve d'intelligence et d'ouverture l'est encore plus.

Le procès d'Aung San Suu Kyi, reporté semaine après semaine pour user l'attention de la communauté internationale, est le dernier exemple de la voie sans retour sur laquelle s'est engagée la junte. Gordon Brown a évoqué la possibilité de nouvelles sanctions. Elles doivent être immédiates et non pas suspendues à une énième échéance. Elles doivent être efficaces en affaiblissant sérieusement les revenus des généraux. La pression doit être économique mais aussi politique et juridique. Cessons de nous comporter raisonnablement avec des personnes qui ne le sont pas. Les généraux, hélas, ne comprennent que le langage de la force.

Bonne lecture,

L'équipe d'Info Birmanie

Aung San Suu Kyi et les prisonniers politiques

La plus haute cour birmane rejette l'appel des avocats d'Aung San Suu Kyi pour l'audition de deux autres témoins

La plus haute cour de Birmanie a rejeté lundi 29 juin l'appel déposé par les avocats de l'opposante Aung San Suu Kyi qui demandaient d'autoriser l'audition de deux témoins clefs de la défense à son procès, confirmant ainsi la décision d'une juridiction inférieure d'interdire l'audition de ces témoins.

Le tribunal n'a autorisé qu'un seul des quatre témoins de la défense à venir à la barre. Après un appel interjeté par les avocats de l'opposante, la cour territoriale de Rangoon a estimé qu'un deuxième témoin pouvait être entendu.

Les conseillers d'Aung San Suu Kyi avaient fait une nouvelle fois appel mercredi 24 juin afin de pouvoir citer les deux derniers témoins de la défense dont ils souhaitaient la présence, à savoir U Win Tin et U Tin Oo, membres de la Ligue nationale pour la démocratie (LND).

Selon l'avocat de la défense Nyan Win, l'accusation argue que Win Tin, ancien journaliste et ex-prisonnier politique, ne devrait pas être autorisé à témoigner en raison des critiques qu'il émet contre le gouvernement et des fréquentes interviews qu'il donne à des médias étrangers. La défense, elle, soutient qu'il n'existe aucune loi interdisant le témoignage de personnes critiques à l'encontre des autorités.

Concernant U Tin Oo, le dirigeant adjoint de la LND, l'accusation affirme qu'il ne devrait pas être cité car il est actuellement assigné à résidence, a rapporté Nyan Win. Les avocats de la défense ont fait valoir devant la cour qu'Aung San Suu Kyi était elle-même assignée à résidence, mais que cette situation n'avait en rien empêché son audition. Le procès, une nouvelle fois ajourné, doit reprendre le 10 juillet.

Message d'Aung San Suu Kyi

Nyan Win, avocat d'Aung San Suu Kyi et porte-parole de la LND, a transmis un message d'Aung San Suu Kyi remerciant tout ceux qui, à travers le monde, s'étaient mobilisés pour lui souhaiter son anniversaire. Elle regrettait de ne pouvoir remercier chacun individuellement. Elle a notamment cité le premier ministre britannique Gordon Brown, les gouvernements japonais et australien, le ministre des Affaires étrangères français, et un sénateur américain. Le porte-parole a par ailleurs dit avoir pu rendre visite à Aung San Suu Kyi lundi 22 juin. Elle allait bien. Un docteur surveille sa santé quotidiennement. Elle a partagé la nourriture qu'elle avait reçue pour son anniversaire avec ses gardiens et son médecin.

Peine de prison réduite de 5 ans pour Ashin Gambira

Le moine Ashin Gambira, leader de la All Burmese Monks Association (ABMA) et condamné en novembre dernier à 68 ans de prison pour son rôle dans l'organisation des manifestations de la révolution safran a vu sa peine de prison réduite de 5 ans par une cour de district. Le jeune moine, âgé de 29 ans, aura néanmoins une peine de prison de 63 années à purger.

Les autorités birmanes ont également arrêté son frère aîné, Aung Kyaw Kyaw, et l'ont condamné à 14 ans d'emprisonnement. Son jeune frère Aung Ko Ko Lwin ainsi que son beau-frère Moe Hlet Lian ont eux aussi été arrêtés et ont reçu chacun une sentence de 5 années de prison.

Le principal coupable dans l'affaire Suu Kyi serait John William Yettaw

Le chef de la police nationale a déclaré que l'Américain qui s'était introduit par effraction dans la maison du leader de l'opposition Aung San Suu Kyi était le « principal coupable » dans le procès mené contre elle.

Cette déclaration marque un infléchissement de la position de junte qui pourrait s'avérer moins agressive envers la lauréate du prix Nobel. Le général birman reproche à ASSK de ne pas suffisamment coopérer avec le personnel qui se charge de la sécurité à son domicile, mais admet que Yettaw est la principale personne à blâmer pour cet incident. “ John William Yettaw est certainement soutenu ou dirigé par certains individus ou certaines organisations, mais il est indéniable que Mr. Yettaw est le principal coupable qui a enfreint la loi en rigueur,” a déclaré le chef de la police un jour avant la visite planifiée d'Ibrahim Gambari. Yettaw, 53 ans, originaire de Falcon, Missouri, a plaidé non coupable et a expliqué à la cour qu'il avait rêvé que Suu Kyi se faisait assassiner et qu'il y est allé pour la prévenir. La famille et les amis affirment qu'il était en train d'écrire un livre et souhaitait l'interviewer.

Minorités ethniques

Tensions entre armée birmane et groupes ethniques du Nord et de l'Est

L'armée aurait significativement augmenté sa présence dans le Nord et l'Est où des groupes ethniques armés sont basés. Ces mouvements correspondent probablement à leur rejet massif de la proposition de la junte qui voulait les voir se transformer en force armée frontalière.

Un officiel de la United Wa State Army comparait les mouvements à une préparation de guerre. Fin avril, la junte avait proposé à différents groupes armés un cessez-le-feu pour qu'ils deviennent des bataillons de gardes-frontière supervisés par l'armée birmane. Presque tous ont refusé déclenchant un regain de tension dans les zones concernées. Seul la Democratic Karen Buddhist Army n'a pas rejeté la proposition de la junte.

L'armée birmane a lancé le mois dernier sa plus vaste offensive militaire depuis des années contre le peuple karen

Les bombardements de villages karen par l'armée birmane ont fait fuir près de 4000 personnes dans l'Est de la Birmanie ces dernières semaines. Un grand nombre de réfugiés a essayé de traverser la frontière thaïlandaise, malgré les mines que les militaires y ont posé pour empêcher les civils de s'enfuir. Selon le HCR, il y a 2 000 nouveaux réfugiés karen en Thaïlande, mais de nombreuses agences humanitaires les chiffrent à plus de 4 000 – beaucoup sont secrètement hébergés par des amis ou se cachent dans la jungle des deux côtés de la frontière.

Sources: Irrawaddy, Mizzima, Le Figaro, DVB, AFP, Reuters, Bangkok Post, Nouvel Observateur

La pluie, qui tombe maintenant tous les jours, a aggravé la situation. Mis à part le besoin d'abris appropriés, la plus grande crainte concerne désormais la santé des réfugiés. Par ailleurs, la plupart des réfugiés ne veulent pas être déplacés loin de la frontière afin de pouvoir rentrer chez eux quand l'intensité des combats diminuera.

L'offensive actuelle est si meurtrière que l'Union Nationale Karen a appelé à un cessez-le-feu. Les forces armées birmanes ont annoncé jeudi 18 juin avoir pris le contrôle de plusieurs zones que tenaient les rebelles karen et s'être rapprochées de deux bases de la guérilla dans l'est du pays. Plus tôt dans la journée, le commandant de la KNU, Kyaw Ny, avait indiqué que ses troupes s'apprêtaient à abandonner une de leurs bases. *"C'est un déploiement tactique. Nous ne voulons pas non plus tuer nos camarades karen dans cette bataille"*, a-t-il déclaré. Le Haut commissariat pour les réfugiés des Nations Unies a également lancé un appel pour que l'offensive militaire cesse. Enfin, des organisations de défense des droits de l'Homme ont demandé aux Nations unies de protéger les minorités ethniques birmanes. Tous craignent que le peuple karen soit menacé d'extermination.

Brûlant champs et maisons, contraignant des millions de personnes à fuir, les militaires cherchent à déloger les Karens des montagnes où ils vivent. Les gens ne fuient pas seulement les combats et les bombardements. Ils fuient la peur d'être obligés de travailler comme porteurs et d'être incorporés de force dans l'armée.

Les réfugiés karens affluent en Thaïlande

Le répit n'aura été que de courte durée : le gouvernement thaïlandais a récemment exigé des quelques 4000 réfugiés Karen qui avaient afflués dans les dernières semaines de quitter le pays. Ils sont ainsi contraints à retraverser la frontière vers les villages qu'ils avaient fuis devant les violences de l'armée birmane, qui cherche à rayer le KNU de la carte politique de la Birmanie en mettant l'État karen à feu et à sang. La Thaïlande s'était contenté dans un premier temps d'inciter les migrants à partir, mais elle a durci le ton au mois de juin, puisque des arrestations ont eu lieu, suivies d'expulsion ou d'emprisonnement.

Le gouvernement thaïlandais sait pourtant quels risques courent les réfugiés qui rentreraient chez eux. D'une part la frontière est devenue un champ de mine du côté birman. D'autre part les réfugiés expulsés constituent des cibles extrêmement vulnérables, que l'armée birmane aurait tout le loisir d'enrôler de force dans ses troupes. Selon l'association KWO (Karen Woman Organisation), ils seraient très probablement utilisés par l'armée pour précéder les troupes dans les champs minés. Il faut aussi parler du risque de violences – y compris sexuelles – faites aux femmes, qui font partie des habitudes de l'armée birmane. A la mi-juin deux jeunes filles Karen ont été violées et tuées par des soldats birmans.

Les autorités thaïlandaises font donc courir un risque grave aux réfugiés : cependant, il faut reconnaître que la Thaïlande rencontre des difficultés croissantes à gérer le problème des migrants birmans. Ils seraient plus de 5 millions sur son sol, et seuls 10% d'entre eux seraient en situation régulière. Bien que l'économie de la Thaïlande

repose en grande partie sur le travail de ces migrants qui acceptent les « 3D », c'est-à-dire qui acceptent un travail déplaisant, dangereux et dégradant, les autorités sont contraintes de chercher à contenir la situation à la frontière avec la Birmanie.

Si l'expulsion de personnes en danger dans leur pays est un procédé inacceptable que nous devons dénoncer avec force, il ne faut pas oublier que la Thaïlande n'est pas la seule à blâmer. L'A-SEAN et le HCR ont beau jeu de condamner la politique thaïlandaise dans la mesure où ils ne se sont que très peu impliqués dans le problème des Karen en Birmanie. Le principal coupable dans cette affaire restant le SPDC lui-même, qui démontre une nouvelle fois le peu de cas qu'il fait des hommes et des femmes qui vivent sous sa coupe.

La milice karen DKBA largement impliquée dans les attaques de l'armée dans l'Est du pays

Le SPDC fait miroiter à la Democratic Karen Buddhist Army (DKBA) la direction de l'État karen en échange de son ralliement. En réalité, l'armée a annexé la DKBA et s'en sert aujourd'hui pour effectuer ses basses Œuvres dans les villages karen. Le SPDC fait ainsi porter sur la DKBA toute la responsabilité des massacres et profite pour se dédouaner aux yeux de la communauté internationale. En réalité, la DKBA n'a strictement aucune indépendance vis-à-vis du SPDC, dont elle dépend intégralement pour sa fourniture en armes et en nourriture. L'utilisation de la DKBA a été particulièrement visible lors des récentes attaques contre la KNU. La DKBA a été associée aux attaques contre les villages karen de ces derniers mois, qui ont été d'une rare violence. Plus de 4.000 Karens ont fui dans la jungle devant les hommes de la DKBA, redoutant d'être enrôlés de force ou de servir de « démineurs » à la milice dans ces territoires truffés de mines : voilà pour les basses Œuvres. Quant à la part de manipulation, à l'approche des élections de 2010, l'idée est de faire émerger la DKBA comme le seul interlocuteur de la junte dans l'État Karen, un interlocuteur qui sera des plus dociles. Et si le colonel San Pyone s'est engagé au nom de la DKBA à ramener la paix dans l'État karen, il y a tout lieu de supposer que ce sera une paix « par le vide », et que ses conditions seront dictées par le seul SPDC.

La Democratic Karen Buddhist Army est une importante milice karen qui combat aujourd'hui aux côtés de l'armée birmane. Ses effectifs ont au départ été constitués par des soldats déçus de la KNU ou par des bouddhistes karens sincèrement préoccupés du sort de leur communauté. Aujourd'hui il s'agit essentiellement de villageois pressés d'en finir avec la guerre civile. Nombre de miliciens ont aussi été enrôlés de force. La DBKA compterait au total entre 1000 et 2000 hommes, répartis de manière très inégale sur le territoire karen (ils sont surtout localisés à Pa'an, Papun et dans le district de Thaton). Ils sont aussi très peu expérimentés sur le plan militaire. Le recours au « myin say », une drogue à base d'amphétamine ayant la propriété de décupler l'agressivité, serait monnaie courante dans les rangs de la DBKA.

La DBKA présente une structure extrêmement éclatée, constituée de petits groupes, qui agissent souvent seuls ou directement par ordre du SPDC. Certains de ces petits groupes se sont appropriés les méthodes destructrices du SPDC, mais d'autres tentent par leur présence de limiter les exactions du SPDC sur les populations karen.

Nations unies et Communauté internationale

Than Shwe met son veto à une entrevue entre Ban Ki-moon et Aung San Suu Kyi

Ban Ki-moon a estimé samedi 4 juillet que le refus de la junte de le laisser rencontrer Aung San Suu Kyi était une occasion manquée par le régime de montrer sa détermination à développer la démocratie. Si l'échec de la visite du Secrétaire général des Nations unies est patent, il est l'illustration de l'attachement de la junte à son isolement politique. Ban Ki-moon, qui savait sa visite risquée, est lui-même sorti de sa réserve habituelle pour réprimander la junte et faire part de sa déception à l'égard de l'attitude du général Than Shwe. La [Aung San Suu Kyi] rencontrer aurait représenté « *un signe important de la volonté du gouvernement de prendre le type d'engagement fort essentiel si l'on veut que les élections de 2010 soient crédibles* ».

Au regard des quelques quarante visites de représentants des Nations unies ayant déjà eu lieu en Birmanie au cours des vingt dernières années, Ban Ki-moon ne peut se dire surpris de l'accueil que lui a réservé Than Shwe. Combien de temps encore l'Organisation des Nations unies acceptera-t-elle sans broncher la défiance de l'un de ses membres ?

Pour Info Birmanie, la communauté internationale ne saurait rester impassible devant ce qui ne peut être qualifié que d'affront de la junte à l'égard de celui qui incarne l'engagement des nations pour la gouvernance démocratique et les droits de l'homme. « La junte a en effet tout mis en œuvre pour s'aliéner l'ensemble de la communauté internationale qui ne peut rester indifférente aux provocations que constitue l'attitude des généraux birmans à l'égard du Secrétaire général » estime Info Birmanie.

Déclaration du ministère des Affaires étrangères français suite à la visite de Ban Ki-moon en Birmanie

La France s'est déclarée « gravement préoccupée » par le refus des autorités birmanes de coopérer avec le Secrétaire général des Nations unies, « notamment en lui interdisant de rencontrer Aung San Suu Kyi ». La France a émis une déclaration similaire à celle du Secrétaire général de l'ONU, soulignant que « les autorités birmanes ont perdu l'occasion de démontrer qu'elles souhaitent engager un véritable processus de réconciliation nationale et de démocratisation ».

Déclaration des ministres des Affaires étrangères du G8 sur la Birmanie

Les ministres des Affaires étrangères du sommet du G8 se sont dits vivement préoccupés par les récents développements en Birmanie. Ils ont rappelé la nécessité d'un processus de dialogue et de réconciliation nationale comprenant la participation des représentants de tous les partis politiques et minorités ethniques, et ont noté que la détention d'Aung San Suu Kyi ébranle la crédibilité des élections de 2010.

Cette déclaration est porteuse de sens notamment parce qu'elle associe les ministres russes et japonais qui avaient auparavant apporté leur soutien aux élections de 2010.

L'Union européenne évoque la possibilité de nouvelles sanctions

Les dirigeants de l'UE ont menacé vendredi 19 juin la Birmanie de nouvelles sanctions si les autorités ne libéraient pas l'opposante Aung San Suu Kyi et les autres prisonniers politiques. Dans une déclaration commune publiée à l'issue d'un sommet européen à Bruxelles, ils réclament « la libération immédiate et inconditionnelle d'Aung San Suu Kyi ». « Si elle n'est pas libérée, avec tous les autres prisonniers politiques, cela portera atteinte à la crédibilité des élections. L'UE répondra avec de nouvelles mesures ciblées », a ajouté la déclaration des dirigeants européens, qui ne fixe pas de date limite. « Cela signifie que nous sommes prêts à examiner de nouvelles sanctions en relation avec la Birmanie », a indiqué le premier ministre britannique Gordon Brown au cours d'un point de presse.

Par ailleurs, l'Union européenne avait exprimé dans une déclaration du 12 juin sa préoccupation quant à l'offensive de plus en plus importante menée par l'armée birmane et ses alliés contre l'armée karen de libération nationale (KNLA). L'Union européenne a appelé à un cessez-le-feu immédiat et demande aux autorités et aux militaires sur le terrain d'assurer à tout moment la protection des civils et de se conformer au droit international humanitaire et en matière de droits de l'Homme.

La Birmanie, fardeau de l'ASEAN

Selon la nouvelle charte de l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est, les Etats membres doivent se conformer à certains principes : le respect de la loi, la bonne gouvernance, la démocratie, le gouvernement constitutionnel, le respect des libertés fondamentales, la protection des droits humains et la promotion de la justice sociale. Aussi, la Birmanie, membre depuis 1997, a échoué dans ce domaine. Le procès actuel d'Aung San Suu Kyi est le dernier exemple en date de cet échec après une longue histoire de violence, de corruption et de non respect de la vie et des droits du peuple birman.

Certains membres de l'ASEAN, notamment l'Indonésie, ont la volonté de mettre en œuvre une politique ferme à l'égard des généraux birman. L'ASEAN a notamment un rôle crucial à jouer pour que le cordon financier de la junte soit coupé. En effet, la Thaïlande, Singapour, la Malaisie, l'Indonésie et le Vietnam sont les principaux partenaires commerciaux de la Birmanie ; la Thaïlande achète à elle seule plus de 44% des exportations birmanes chaque année. Aussi des sanctions économiques de l'ASEAN priveraient les généraux birmans d'une part importante des 11 milliards de dollars engrangés chaque année par le commerce extérieur.

Un fort leadership asiatique est nécessaire pour apporter un réel changement. Les pays de l'ASEAN sont très attachés à une approche constructive et consensuelle dans la résolution des problèmes régionaux et à la non intervention dans les problèmes internes de ses membres. L'ASEAN devra assumer à l'avenir ses responsabilités dans la gestion de la crise birmane si l'organisation continue de contribuer ainsi au renforcement du régime politique et économique en place. Il est temps que l'ASEAN agisse et aiguillonne le processus de réconciliation birman.

Eclairage:

Les médecins « sac à dos »



Dans l'Est de la Birmanie, une zone de montagnes couverte d'épaisses jungles, vivent des minorités ethniques qui résistent depuis près de 60 ans au pouvoir central birman. Cette zone est en proie à un conflit de basse intensité entre l'armée birmane et les forces armées des groupes ethniques, et les conséquences de ce conflit sont terribles pour la population : déplacements forcés, mines anti-personnelles, saisie des récoltes et confiscation des terres... toutes ces mesures concourent à l'appauvrissement de la population et à sa précarisation.

Ces régions en proie au conflit sont complètement délaissées par le pouvoir central, et ne comptent aucune structure hospitalière. Et les populations ne peuvent pas pour autant compter sur l'aide internationale, car l'état birman a décrété 'zone interdite' tout l'Est de la Birmanie : alors que les ONG étrangères ont le droit d'accéder à certaines régions peuplées de populations vulnérables, ces zones de l'Est sont entièrement fermées aux organisations internationales et à l'ONU.

Aucune aide internationale ne peut donc être acheminée dans ces régions, et par conséquent l'accès aux soins est impossible pour des millions de personnes. Les indicateurs de santé sont très alarmants : chaque jour des adultes et des enfants décèdent de maladies pourtant facilement curables (infections, diarrhées...) et souffrent de paludisme, de malnutrition, de blessures occasionnées par des mines et de taux très élevés de mortalité infantile et maternelle.

En réaction au déni de soins dont sont victimes ces millions d'individus, des Birmans réfugiés en Thaïlande ont élaboré un programme original d'accès aux soins. Des petites équipes mobiles de médecins et d'infirmières partent à pied, armées de sacs à dos et dotés de médicaments essentiels et de matériel médical, et parcourent semaine après semaine les villages pour apporter des soins de santé primaire à ces populations délaissées : soins dentaires, aide à l'accouchement, petites interventions chirurgicales, éducation à l'hygiène...



Campement de personnes déplacées

La suite page suivante...



À gauche : soins dentaires par un médecin 'sac à dos'.

A droite: équipe de médecins itinérants en route pour un village.



Eclairage: Les médecins « sac à dos »

La logistique s'effectue depuis la Thaïlande, où la clinique du Dr Cynthia Maung (et d'autres organisations, comme les Free Burma Rangers ou le Burma Relief Center) forment et approvisionnent les médecins itinérants. Connus sous le terme de Back-Pack Health Worker Team (Equipe de Travailleurs Médicaux à Sac à Dos), ils sont près de 300 professionnels de santé à mettre leur expertise au service de leurs concitoyens.

Ce métier est pourtant à haut risque: les activités de ces docteurs sont complètement clandestines. Pour les autorités militaires, le programme médical itinérant des médecins sac à dos serait en réalité une aide apportée à l'ennemi, aux guérillas armées karen, karenni, shan et mon. C'est ainsi que chaque année, plusieurs médecins sont blessés, voire tués par les soldats birmans s'ils croisent leur route. Heureusement, ces médecins disposent d'un très fort soutien au sein de la population, qui les informe ou les cache dès qu'une patrouille militaire est à proximité.

Malgré les risques importants encourus et les conditions de travail très difficiles, le recrutement de nouveaux volontaires n'est pas une difficulté ; beaucoup de Birmans ont la volonté de venir en aide aux personnes de leur communauté, qui vivent dans la détresse et le dénuement. Une façon concrète de résister au schéma destructeur de la junte birmane, tout en apportant un peu d'espoir à ces hommes et femmes oubliés.

Outre l'aide essentielle apportée aux populations, ces équipes sont les témoins privilégiés des abus des droits de l'homme commis dans les villages qu'ils visitent. C'est ainsi qu'ils recueillent non seulement des données épidémiologiques mais aussi des informations relatives aux violations des droits de l'homme, et les transmettent à des organisations spécialisées, qui peinent à accéder à ces zones.



Aide médicale dans un village birman



Soins de santé primaire dans un village birman

Au vu du succès de ces missions médicales dans l'Est de la Birmanie, de nouveaux projets ont également démarré dans d'autres régions de Birmanie, où l'incurie des autorités birmanes fait aussi de nombreuses victimes. Des médecins 'sac à dos' travaillent désormais aussi dans l'Ouest de la Birmanie, dans les états arakanais et chin.

Pour soutenir financièrement ces projets : www.maetaoclinic.org ou contacter Info Birmanie.

Les peuples birmans

Présentation de la diversité ethnique du peuple birman

Ce mois ci: les Karennis

Avec plus de 23.000 réfugiés, les karenni forment le second groupe de réfugiés restant en Thaïlande après celui des karen. Les Karenni (ou Karen rouges, aujourd'hui appelés Kayah) résident en partie dans la province thaïlandaise de Mae Hong Son, dans le sud de l'état Shan de Birmanie et surtout dans l'état Kayah de Birmanie, où ils représentent la majorité de la population (environ 140.000 des 250.000 habitants). Les autres habitants de l'état Kayah sont les Birmans, les Shan, les Karen, les Kayan (Padaung) les Kayaw (Bwe) et quelques autres minorités ethniques parlant le plus souvent des dialectes karen.



Femmes karenni en costume traditionnel

Situés entre les Shan et les Karen, les Karenni partagent avec eux certaines coutumes et traditions, reconnaissent quelques ancêtres communs mais n'en sont pas moins un groupe culturellement et historiquement différent. Parlant le kayah ou ses différentes formes dialectales, les Karenni doivent leur nom à la couleur de leur costume. Traditionnellement, les femmes karenni portent une robe courte et une pièce d'étoffe rouge couvrant le dos et le torse, retenue à la taille par une grande ceinture de coton blanc. Sous leurs genoux, elles portent des anneaux laqués et parfois des anneaux d'argent.

La majorité des Karenni sont aujourd'hui chrétiens, soit baptistes soit catholiques. Quelques uns sont bouddhistes mais l'animisme reste très présent avec et chaque village karenni possède son mat aux esprits, le Ko Thoo Bow. L'élévation de ce pilier donne lieu chaque année vers le mois d'avril à une fête du même nom dans tous les villages karenni et est aujourd'hui devenu une fête de l'Etat kayah.



Ko Thoo Bow

L'état Kayah est souvent appelé Etat karenni. A l'origine il y avait six Etats karenni, dont 3 qui à l'instar des Etats shans, restèrent indépendants de la Birmanie britannique. Un traité fut signé en ce sens en 1875 entre les britanniques et le roi Mindon. Ces 3 états karenni conservèrent leur indépendance jusqu'en 1947. Ils furent alors regroupés en un seul état, et devinrent membres de l'Union birmane, avec la possibilité inscrite dans la constitution de 1947 de faire sécession et de se constituer en état de droit au terme de dix ans. Mais en août 1948, les troupes birmanes envahirent l'état et assassinèrent U Be Htu Ree, leader karenni favorable à une indépendance complète et chef du gouvernement de résistance karenni (KRG). En 1952, l'ancien état Shan de Mong Pai, dans lequel vivent des communautés Padaungs (Kayan) fut ajouté à l'état karenni et l'ensemble renommé état Kayah. La situation changea à nouveau au début des années 60, quand l'état de Mong Pai fut de nouveau rattaché à l'Etat shan : finalement l'état Kayah actuel est l'état Karenni de 1948 et correspond aux trois états karenni de 1875.



Drapeau karenni



Soldat du groupe armé karenni

En 1957, le KRG est refondé par les partisans de l'indépendance karenni et donne naissance au parti progressiste national karenni (KNPP). Ils s'opposent au Kayan new land party (KNLP) et surtout au Karenni national people's liberation Front (KNPLF), groupe dissident ayant fait scission en 1978, tous deux aujourd'hui alliés à la junte birmane. Des cessez le feu ont été signés par ces deux derniers groupes en 1994. Le KNPP a également signé un cessez-le-feu en 1995, mais il est considéré comme caduc depuis plusieurs années en raison de la reprise du conflit entre ce groupe et l'armée birmane.

La suite page suivante...

Les peuples birmans

les Karennis (suite de la page précédente)

Si de 1948 à 1961, de violents conflits ont opposé l'armée birmane aux indépendantistes karenni, l'installation de bases militaires permanentes de l'armée birmane coïncide avec l'implantation de la première grande centrale hydroélectrique de Birmanie, à Lawpita. Des promesses de développement, d'électricité et d'irrigation sont faites aux karenni, mais elles ne se concrétiseront jamais pour la population. Au contraire, le peuple karenni subit la montée des eaux de la rivière Balu sur laquelle le barrage de Moby, alimentant la centrale, a été construit. Environ 8000

villageois (majoritairement des kayan) sont déplacés sans compensation. Restrictions d'usage de l'eau, interdiction de pompage, lâchers d'eau destructeurs et inondations non saisonnières viennent endommager le travail des fermiers. L'implantation de la centrale et des baraquements destinés aux ouvriers (venus du centre de la Birmanie et privant les karenni de travail) et l'installation de nouvelles bases militaires pour sécuriser la zone de Lawpita, entraînent le déplacement de nouveaux villageois.



Victime karenni d'une mine anti-personnelle
(Photo: Yeni/The Irrawaddy)

Acheminant l'électricité vers Rangoon ou Mandalay, les pylônes haute tension deviennent la cible du KNPP. L'armée birmane répond en plantant des mines autour des pylônes. En 1990, environ 18.000 mines antipersonnelles ont été plantées pour sécuriser la zone de la centrale. L'armée a confié l'entretien des zones minées aux villageois des environs, entraînant ainsi de nombreuses morts et blessures au sein de la population civile.

Parallèlement au développement de la centrale de Lawpita, l'armée applique sa politique des "4 coupes" à l'encontre du KNPP (Il s'agit de les couper des fonds, approvisionnements, informations et recrues que peuvent leur fournir les villageois) en détruisant en 1974 et 1975 24 villages des bords de la Salouen et de la Paï. Dans les années 1980, les combats s'intensifient autour de la Salouen, alors que dans les années 1990, les karenni continuent d'être relocalisés de force.

Après les cessez le feu de 1995, l'année 1996 marque une nouvelle offensive de l'armée birmane dans sa volonté de contrôler l'état Kayah. 212 villages suspectés de soutenir le KNPP sont déplacés intérieurement. Sur ces 212 villages relocalisés, 96 étaient situés sur les rives de la Salouen et de la Pawn, son affluent. La Salouen, fleuve sacré des karenni qui traverse l'état Kayah du nord au sud, a ainsi été nettoyée de la majeure partie de ses villages. Et la construction du barrage de Weygyi, en aval du fleuve sur la frontière Thaïlande/Birmanie, prive définitivement les karenni d'un éventuel retour sur leurs terres une fois qu'elles seront submergées.

Sources :

Rapport du Karenni Development Research Group
« Damned by Burma's Generals – The karenni experience with Hydropower development From Lawpita to the Salween » (2006)

www.salweenwatch.org et www.karennihomeland.com

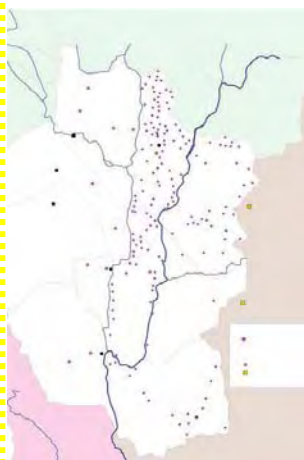


Centrale hydro-électrique de Lawpita
(Photo: Karenni Development Research Group)

Les destructions de villages dans l'Etat karenni

A gauche : implantation des villages karenni avant 1996

A droite: villages karenni restant, après 1996



Source : Karenni Development Research Group

L'interview du mois

Zoya Phan

Zoya Phan est une jeune femme birmane, de l'ethnie karen. Son père fut un grand dirigeant de l'Union Nationale Karen avant d'être assassiné l'an dernier. Zoya travaille maintenant chez Burma Campaign UK, à Londres. Elle revient pour nous sur les violences dans l'Est du pays et la médiation politique des Nations unies.

Vous travaillez depuis trois ans à Londres pour une structure similaire à Info Birmanie. Comment êtes-vous arrivée au poste de Coordinatrice internationale chez Burma Campaign UK ? Aviez-vous depuis longtemps le désir de travailler en Europe, ou est-ce un choix par défaut ?

Je n'ai en fait jamais eu l'intention de venir vivre en Europe. Je suis arrivée en Grande-Bretagne pour étudier. Dans le camp de réfugiés où je vivais en Thaïlande, il n'y avait aucune opportunité pour moi de prolonger mes études. Pendant que j'étais en Grande-Bretagne il y a eu un recensement des réfugiés vivant en Thaïlande. N'étant pas là pour le recensement je n'aurais pas eu de statut officiel à mon retour. De plus la situation en terme de sécurité avait changé et il n'était plus possible pour moi de revenir sans risquer ma vie.

J'ai participé à ma première manifestation à Londres à l'occasion des 60 ans d'Aung San Suu Kyi en 2005. J'y ai rencontré des personnes de Burma Campaign UK qui m'ont demandé de travailler avec eux comme volontaire. J'ai ensuite obtenu l'asile politique en Grande-Bretagne et Burma Campaign UK a pu m'embaucher.

Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki Moon, devrait se rendre bientôt en Birmanie, ceci alors qu'il vient de recevoir plus de 680 000 signatures demandant son intervention pour une libération d'Aung San Suu Sky actuellement en procès. Qu'attendez-vous d'une telle visite ? Quel est donc aujourd'hui votre sentiment envers les Nations Unies, les gouvernements européens et l'Asean ? Comment faire pour que l'action internationale soit enfin forte sur la junte ?

Sur les vingt dernières années, quarante visites d'émissaires des Nations unies n'ont rien donné. Le Secrétaire général des Nations unies est la seule personne qui puisse assurer la libération des prisonniers politiques. Nous craignons qu'il ne fasse que discuter et décrive ensuite sa visite comme un succès. Il est temps de fixer des critères clairs et des dates butoir.

Pour être honnête je n'ai pas beaucoup d'espoir. Je pense que l'ONU et la communauté internationale ne comprennent pas la vraie nature de la dictature. Pour que les généraux rendent le pouvoir il faudrait exercer sur eux une pression très forte aux niveaux économique, politique et juridique. Les Nations unies continuent de les traiter comme des personnes raisonnables. J'appartiens à la minorité Karen qui résiste à la junte depuis 60 ans et j'ai dû fuir mon village déjà deux fois. Les généraux ne sont pas des personnes raisonnables, ils sont des tueurs cruels, des violeurs, des bourreaux et doivent être traités comme tels.

Le camp de réfugiés karens qu'Info Birmanie et Burma Campaign UK ont visité en janvier dernier le long de la frontière birmano-thaï vient d'être bombardé par l'armée birmane. Avez-vous des nouvelles informations sur la situation dans cette région ? Et pourquoi une reprise des combats aujourd'hui ?

Je suis désolée de voir ces générations fuir les unes après les autres. La crise dans l'Est de la Birmanie est une des plus importante et est totalement ignorée des médias du monde. Là-bas, les pires atteintes aux droits de l'homme sont perpétrées.

Le viol est utilisé comme arme de guerre; des centaines de milliers de personnes sont forcées à travailler pour l'armée comme porteur ou démineurs humains. Plus d'un million de personnes ont dû fuir et 3 300 villages ont été détruits. Les Nations unies ont accusé le régime de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre car il viole les conventions de Genève en ciblant délibérément des civils. Il y a plus de 500 000 déplacés internes dans la région où les indicateurs de santé et de pauvreté rivalisent avec ceux de pays africains.

Au sein de la communauté internationale, certains considèrent les élections de 2010 comme un signe de progrès. Or ces élections sont un pas de plus éloignant la Birmanie de la démocratie puisqu'elles vont mettre en place une constitution qui légalisera la dictature. Ceux qui soutiennent ces élections n'ont pas l'air de comprendre qu'elles accroissent l'instabilité en Birmanie. Pourquoi le nombre de prisonniers politiques a-t-il doublé ? Pourquoi les nouveaux condamnés ont-ils reçu des peines allant jusqu'à 5 ans de prison ? Aucun dissident ne saurait participer aux élections, voilà le message des généraux.

La dictature force les groupes armés à abandonner leurs armes alors qu'ils ont signé des accords de cessez-le-feu. Cela est lié aux élections de 2010. Les attaques du camp de Ler Per Her et de la Karen National Union (KNU) sont également liées. La dictature veut écraser la KNU qui résiste toujours à la loi du régime. Les dernières attaques ont fait 6000 réfugiés et déplacés internes, des centaines des personnes utilisées dans des travaux forcés et au moins deux femmes violées dont une enceinte de huit mois. Ce sont des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. Les Nations unies devraient ordonner une commission d'enquête pour rassembler des preuves menant à des poursuites contre le régime birman. Il devrait aussi y avoir un embargo total sur les armes.

Enfin l'Union européenne a fait une déclaration sur les attaques. C'est un pas en avant mais les mots ne suffisent pas à stopper les massacres. L'Union européenne devrait imposer des sanctions financières ciblées incluant les assurances, les transactions financières, bancaires et les investissements.

Interview recueillie par Info Birmanie le 29 juin 09

Voir la chronique littéraire en page 11, consacrée à l'autobiographie de Zoya Phan, Little Daughter

Passons à l'action

U2 lance une action de soutien à Aung San Suu Kyi durant sa tournée mondiale

Le groupe rock irlandais U2, qui entame une nouvelle tournée, invite ses fans à protester contre l'arrestation de l'opposante et Prix Nobel de la paix birmane. Le groupe propose un masque du visage d'Aung San Suu Kyi à porter lorsque le groupe jouera son morceau "Walk On" qui lui est dédié, ceci afin d'attirer l'attention sur la situation des droits de l'homme en Birmanie.

U2 sera en concert au Stade de France les 11 et 12 juillet. Info Birmanie sera présent et tiendra un stand d'informations à destination du public. Ayez une pensée pour Aung San Suu Kyi et mettez le masque ! Il est téléchargeable sur le site Internet de U2 : www.u2.com

Action collective sur Facebook le 20 juillet: mettons en ligne sur notre profil la photo d'Aung San Suu Kyi pour dénoncer son incarcération

20 juillet 1989 — 20 juillet 2009 : 20 ans déjà qu'Aung San Suu Kyi est assignée à résidence



www.64forSuu.org

Assignée pour la première fois à résidence en juillet 1989 par la nouvelle junte au pouvoir, Aung San Suu Kyi passe alors cinq années en détention. Libérée entre 1995 et 2000, elle est de nouveau privée de liberté jusqu'en mai 2002. Libérée à cette date-là, cette brève parenthèse de liberté s'achève tragiquement par une tentative d'assassinat perpétrée contre elle par la junte militaire en mai 2003. Accusée de créer des troubles, elle est de nouveau placée en résidence surveillée. Elle n'a depuis jamais retrouvé la liberté. Le co-dirigeant de la LND, U Tin Oo, subit un sort similaire et est lui aussi assignée à résidence.

NE L'OUBLIONS PAS ! MOBILISONS-NOUS POUR SA LIBERATION !

Durant la journée du 20 juillet, mettez en ligne cette photo d'Aung San Suu Kyi sur votre profil : une façon de rendre hommage à cette militante si digne et si courageuse; de soutenir l'ensemble des activistes birmans qui luttent pour la liberté dans leur pays; et de sensibiliser votre entourage aux problèmes politiques en Birmanie et de les interpellier sur la grave crise qui secoue le pays.

Rejoignez Info Birmanie sur FACEBOOK : <http://www.facebook.com/info.birmanie>

Nouveaux T-shirts et badges Aung San Suu Kyi



Visuel face

En tant que comité français de soutien à Aung San Suu Kyi, Info Birmanie propose à tous les militants et sympathisants de la cause birmane des T-shirts, des badges, des cartes postales à l'effigie de l'opposante démocrate.

Un nouveau T-shirt est désormais disponible. Clin d'œil à James Bond qui disait que les diamants sont éternels, chez Info Birmanie nous sommes convaincus que les dictateurs, eux, ne sont pas éternels... Sur la face avant du T-shirt, vous trouverez un portrait d'Aung San Suu Kyi placé sur le côté droit.

Disponible en tailles M et L, vente directe au local de l'association ou par correspondance. 15 Euros (+1 Euro de frais de port)



Visuel dos



A l'occasion du 64ème anniversaire d'Aung San Suu Kyi, nous avons aussi fabriqué des badges appelant à sa libération. Très pratiques à attacher sur un sac, ou sur un T-shirt, ils permettent de porter Aung San Suu Kyi avec nous en toutes occasions, tout en affichant nos convictions militantes.

Petit prix de 1 Euro !

Evénements

Retour sur les événements du mois de juin

Soirée hommage à Aung San Suu Kyi le 19 juin

Aung San Suu Kyi, 64 ans le 19 juin, et 14 années en détention à son actif

Le 19 juin dernier, Aung San Suu Kyi a eu 64 ans. Info Birmanie a organisé, en partenariat avec la Mairie de Paris, le Parti Socialiste et d'autres associations, un événement public pour soutenir la Prix Nobel de la Paix dans sa longue lutte contre la dictature des généraux.

Info Birmanie a d'abord projeté un documentaire inédit en France, qui retrace la tournée politique d'Aung San Suu Kyi en mai 2003 et la tentative d'assassinat perpétrée contre son convoi dans la petite ville de Depayin. On entend Aung San Suu Kyi prononcer des discours devant une foule immense, qui s'est rassemblée malgré les avertissements lancés par les autorités et les risques encourus, et une rétrospective de l'attaque par des témoins présents ce jour-là.

Elus locaux, représentants politiques et militants associatifs étaient réunis pour honorer Aung San Suu Kyi et rappeler pourquoi il est essentiel de la libérer. Monsieur Gassama représentant la mairie du 20ème arrondissement a souligné l'engagement des élus parisiens en faveur d'Aung San Suu Kyi; puis le parti socialiste, par la voix de Thierry Aube de la commission Asie-Pacifique a exprimé sa solidarité pour l'opposante démocrate et dénoncé l'injustice du procès. La FIDH et l'Alliance des Femmes pour la Démocratie, deux organisations toujours présentes à nos côtés, ont appelé à une action pour faire enfin cesser la détention arbitraire de la Prix Nobel de la Paix. Et enfin la Communauté birmane de France, représentée par Khin Zin Minn et SawThuzar, ont offert un hommage émouvant à leur leader politique. Tous les discours sont désormais en ligne sur le site web de notre association.

Et un buffet de nourriture birmane a ponctué la soirée, permettant de découvrir la finesse de la gastronomie birmane, savamment mise en valeur par Thuzar et ses amis birmans qui avaient préparé les différents plats. Autour d'une assiette de nouilles sautées, nous avons pu prolonger la discussion et le plaisir de cette rencontre.

Un montage video élaboré par Carine, militante parisienne, sera en ligne sur YouTube cette semaine.

'Semaine de la Birmanie' : minutes des conférences disponibles!

Fin mai, Info Birmanie avait organisé la Semaine de la Birmanie à Paris. Les résumés des discussions sont désormais disponibles sur simple demande ! Nous contacter au 01.46.33.41.62 ou par email à info_birmanie@yahoo.fr

Chronique littéraire

Little Daughter



Zoya Phan naît dans les jungles reculées de l'Est de la Birmanie. Elle appartient à l'ethnie Karen. Les Karen sont en lutte contre la junte militaire birmane depuis des décennies. Les parents de Zoya se sont largement impliqués dans le combat de leur peuple. Sa mère a été soldat dans la guérilla karen pendant de nombreuses années tandis que son père militait pour la liberté de son peuple. Zoya et sa famille vivaient dans une hutte de bambou le long de la rivière Moei. La plupart des Karens sont chrétiens ou bouddhistes mais les parents de Zoya sont eux animistes, vénérant les esprits de la forêt, des rivières et de la lune. La guerre épargne les premières années de la vie de Zoya mais elle a 14 ans lorsque l'armée birmane attaque son village l'obligeant à fuir avec sa famille. Commencent alors deux années de fuite et de vie dans la jungle aux côtés des milliers autres réfugiés karens. Sa famille est dispersée et Zoya échoue finalement avec sa mère et ses frères et sœurs dans un camp de réfugiés à la frontière thaïlandaise. Les conditions de vie dans le camp sont particulièrement difficiles et Zoya doit s'occuper de sa mère souffrante. Elle parvient finalement à partir étudier à Bangkok, puis grâce à son sérieux et à sa motivation elle obtient une bourse d'études pour aller étudier en Grande-Bretagne où elle demande l'asile politique, puis un travail chez Burma Campaign UK.

Son autobiographie, *Little Daughter*, parue en mai 2009 en Grande-Bretagne, revient sur le parcours de vie de cette militante karen. Publié pour l'instant uniquement en anglais, vous pouvez passer commande auprès d'Info Birmanie pour obtenir un exemplaire du livre. Un témoignage poignant de la réalité vécue par des millions de citoyens dans les régions de l'Est de la Birmanie.

Little Daughter, de Zoya Phan. 20 Euros.



74, rue Notre Dame des Champs

75006 Paris

Tél: 01 46 33 41 62

www.info-birmanie.org/

Mail: info_birmanie@yahoo.fr

« Usez de votre liberté pour
promouvoir la nôtre »

Aung San Suu Kyi



Info Birmanie est une association loi 1901 à but non lucratif. En étroite collaboration avec des membres de l'opposition démocrate birmane en France et à l'étranger, Info Birmanie entend promouvoir la paix, la démocratie et les droits de l'homme en Birmanie.

Nos actions en France visent à :

Valoriser auprès du gouvernement français et l'Union européenne le modèle politique alternatif porté par le mouvement démocrate birman ;

Alerter les institutions françaises et européennes des violations des droits de l'homme perpétrées par le régime birman ;

Sensibiliser la population française sur la situation politique, économique et sociale en Birmanie en organisant des manifestations publiques, des conférences, des débats, des projections et des événements culturels.

*Rejoignez Info-Birmanie en devenant bénévole,
de manière ponctuelle ou régulière :*

Vous voulez agir, vous rendre utile en participant à nos actions de sensibilisation sur le pays lors des manifestations, salons ou autres manifestations publiques ainsi qu'à promouvoir nos campagnes et pétitions ;

Proposer et développer des projets, des événements ou autres opérations de sensibilisation et d'information en étroite collaboration avec notre coordinatrice

Faire partager votre expérience, vos compétences en contribuant à produire de l'information francophone sur la Birmanie et le mouvement démocratique birman dans la newsletter, sur le site Internet ou contribuer à d'autres dossiers thématiques ;

Contactez Flore ou Isabelle
au 01 46 33 41 62 ou par mail
info_birmanie@yahoo.fr